

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 4141

[2003/201613]

18 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 40, 41, 42 et 46;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, notamment les articles 8 et 9, modifiés par les décrets du 23 décembre 1993, du 7 mars 1996, du 11 mars 1999 et du 15 avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

Considérant la directive du Conseil des Communautés européennes 91/676/CEE du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Considérant que les conditions climatiques exceptionnelles de sécheresse de l'été 2003 ont rendu impossible l'application stricte sur le terrain, en prairie et sur terre arable, de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture;

Considérant les problèmes rencontrés dans le monde (para-)agricole sur la question;

Considérant qu'à la demande du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les partenaires scientifiques de la convention-cadre relative à la gestion durable de l'azote en agriculture (le Laboratoire d'Ecologie des Prairies de l'UCL et l'Unité de Géopédologie de la FSAGx) ont rendu un avis et des recommandations sur la question;

Considérant que l'avis des partenaires scientifiques de la convention-cadre relative à la gestion durable de l'azote en agriculture est favorable à l'octroi d'une autorisation exceptionnelle d'épandage de fertilisants à action rapide sur prairie jusqu'au 1^{er} octobre à condition de limiter cet apport à un maximum de 80 kg d'azote total;

Considérant que l'avis des partenaires scientifiques de la convention-cadre relative à la gestion durable de l'azote en agriculture est défavorable à l'octroi d'une prolongation de la période d'épandage autorisée sur terre de culture, ainsi que sur l'octroi d'une autorisation pour l'épandage sur terre non couverte de CIPAN (Cultures Intercalaires Piège à Nitrate) ou culture d'hiver;

Considérant que l'avis des partenaires scientifiques de la convention-cadre relative à la gestion durable de l'azote en agriculture est favorable à une extension de la période d'implantation de CIPAN sur terre arable jusqu'au 1^{er} octobre dans le cas de l'implantation d'une espèce non-gélive;

Considérant que l'impossibilité d'appliquer strictement sur le terrain l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture n'a pu être constatée qu'au début du mois de septembre 2003; que l'avis des partenaires scientifiques de la convention-cadre relative à la gestion durable de l'azote en agriculture n'a dès lors pu être sollicité avant le 5 septembre 2003 et remis avant le 10 septembre 2003; que cet avis porte sur des reports d'autorisation d'épandre jusqu'au 1^{er} octobre 2003; qu'il est donc urgent de prendre les dispositions en la matière;

Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Un nouvel article 48bis est inséré après l'article 48 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture et est rédigé comme suit :

" Pour l'année 2003, et par dérogation à l'article 19 du présent arrêté, les périodes d'épandage, telles que présentées à l'annexe II, sont réglementées, de la manière suivante, selon les types de fertilisants.

I. En ce qui concerne les fertilisants organiques à action rapide

L'épandage de fertilisants organiques à action rapide sur terres arables est interdit du 1^{er} octobre au 28 février.

Du 1^{er} juillet au 30 septembre 2003, l'épandage de fertilisants organiques à action rapide sur terres arables est uniquement autorisé sur des parcelles destinées à recevoir une culture d'hiver implantée à l'automne ou une culture "piège à nitrate" non gélive implantée avant le 1^{er} octobre 2003 et détruite après le 30 novembre 2003, jusqu'à concurrence de 210 kg d'azote par hectare; et, après récolte d'une culture à pailles, sur des parcelles non destinées à recevoir une culture d'hiver ou une culture "piège à nitrate", jusqu'à concurrence de 80 kg d'azote par hectare, à condition que la totalité des pailles soit incorporée.

L'épandage de fertilisants organiques à action rapide sur prairies, à l'exception des restitutions au sol par les animaux au pâturage, est interdit du 1^{er} octobre 2003 au 30 novembre 2003, à concurrence d'un apport maximum de 80 kg d'azote par ha pendant le mois de septembre.

II. En ce qui concerne les fertilisants organiques à action lente sur terres arables

Du 1^{er} juillet 2003 au 30 septembre 2003, l'épandage de fertilisants organiques à action lente est uniquement autorisé sur des parcelles destinées à recevoir une culture d'hiver implantée à l'automne ou une culture "piège à nitrate" non gélive implantée avant le 1^{er} octobre 2003 et détruite après le 30 novembre 2003, jusqu'à concurrence de 210 kg d'azote par hectare; et, après récolte d'une culture à pailles, sur des parcelles non destinées à recevoir une culture d'hiver ou une culture "piège à nitrate", jusqu'à concurrence de 80 kg d'azote par hectare, à condition que la totalité des pailles soit incorporée.

III. En ce qui concerne l'épandage de fertilisants minéraux

L'épandage de fertilisants minéraux est interdit du 1^{er} novembre au 31 janvier. "

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 18 septembre 2003

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4141

[2003/201613]

18. SEPTEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers vor Verunreinigung, insbesondere der Artikel 40, 41, 42 und 46;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, insbesondere der Artikel 8 und 9, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993, vom 7. März 1996, vom 11. März 1999 und vom 15. April 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft;

In Erwägung der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 91/676/EWG vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;

In der Erwägung, dass die durch eine lange Trockenperiode gekennzeichneten klimatischen Bedingungen des Sommers 2003 dazu geführt haben, dass es in der Praxis nicht möglich war, Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft strikt auf den Weiden und dem Ackerbauland anzuwenden;

In Erwägung der Probleme, mit denen der (para-)landwirtschaftliche Sektor in dieser Frage konfrontiert worden ist;

In der Erwägung, dass die an dem Rahmenabkommen über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft beteiligten wissenschaftlichen Partnereinrichtungen (das "Laboratoire d'Ecologie des Prairies" der UCL (Katholischen Universität Leuven) und die "Unité de Géopédologie de la FSAGx") auf Anfrage des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt ein Gutachten und Empfehlungen zu dieser Frage erteilt haben;

In der Erwägung, dass die an dem Rahmenabkommen über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft beteiligten wissenschaftlichen Partnereinrichtungen sich für die Erteilung einer Sondergenehmigung für das Ausbringen von schnell wirkenden Düngemitteln auf Weiden bis zum 1. Oktober ausgesprochen haben, unter der Bedingung, dass der Stickstoffeintrag 80 Kg Gesamtstickstoff je Hektar nicht übersteigt;

In der Erwägung, dass die an dem Rahmenabkommen über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft beteiligten wissenschaftlichen Partnereinrichtungen sich gegen die Erteilung einer Verlängerung der erlaubten Ausbringungsperiode auf Ackerbauland ausgesprochen haben, sowie gegen die Gewährung einer Genehmigung für das Ausbringen auf Böden, die nicht von Stickstoff fixierenden Zwischenkulturen oder Winterkulturen bedeckt sind;

In der Erwägung, dass die an dem Rahmenabkommen über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft beteiligten wissenschaftlichen Partnereinrichtungen sich für eine Ausdehnung der Anbaudauer der Stickstoff fixierenden Zwischenkulturen auf Ackerbauland bis zum 1. Oktober im Falle des Anbaus einer frostbeständigen Art ausgesprochen haben;

In der Erwägung, dass es erst zu Beginn des Monats September 2003 festgestellt werden konnte, dass es in der Praxis nicht möglich war, Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft strikt anzuwenden; dass das Gutachten der an dem Rahmenabkommen über die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft beteiligten wissenschaftlichen Partnereinrichtungen daher nicht vor dem 5. September 2003 eingeholt werden konnte und erst am 10. September 2003 abgegeben wurde; dass dieses Gutachten sich auf die Verlängerung der erlaubten Ausbringungsperiode bis zum 1. Oktober 2003 bezieht, und dass daher dringend Maßnahmen auf diesem Gebiet zu treffen sind;

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt und des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Nach Artikel 48 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2002 bezüglich der nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft wird ein neuer Artikel 48bis eingefügt:

«Für das Jahr 2003 und in Abweichung von Artikel 19 des vorliegenden Erlasses werden die in der Anlage II angeführten Ausbringungsperioden je nach Art der Düngemittel wie folgt festgelegt.

I. Schnell wirkende organische Düngemittel

Das Ausbringen von schnell wirkenden organischen Düngemitteln auf Ackerbauland ist vom 1. Oktober bis zum 28. Februar untersagt.

Vom 1. Juli bis zum 30. September ist das Ausbringen von schnellwirkenden organischen Düngemitteln auf Ackerbauland ausschließlich auf jenen Parzellen erlaubt, auf denen im Herbst eine Winterkultur angepflanzt wird oder eine frostbeständige Nitrat fixierende Kultur, die vor dem 1. Oktober gepflanzt wird und nach dem 30. November 2003 entfernt wird, und zwar in einer Menge von bis zu 210 Kg Stickstoff je Hektar; und nach dem Abernten einer Pflanzenkultur, bei der Stroh entsteht, auf Parzellen, für die keine anschließende Winterkultur oder Nitrat fixierende Kultur vorgesehen ist, in einer Menge von bis zu 80 Kg Stickstoff je Hektar, unter der Bedingung, dass das gesamte Stroh in den Boden eingearbeitet wird.

Das Ausbringen von schnell wirkenden organischen Düngemitteln auf Weiden ist vom 1. Oktober 2003 bis zum 30. November 2003 — während des Monats September in einer Menge von bis zu 80 Kg Stickstoff je Hektar — untersagt, mit Ausnahme der Rückführung durch weidende Tiere.

II. Langsam wirkende organische Düngemittel auf Ackerbauland

Vom 1. Juli 2003 bis zum 30. September 2003 ist das Ausbringen von langsam wirkenden organischen Düngemitteln auf Ackerbauland ausschließlich auf jenen Parzellen erlaubt, auf denen im Herbst eine Winterkultur angepflanzt wird oder eine frostbeständige Nitrat fixierende Kultur, die vor dem 1. Oktober 2003 gepflanzt wird und nach dem 30. November 2003 entfernt wird, und zwar in einer Menge von bis zu 210 Kg Stickstoff je Hektar; und nach dem Abernten einer Pflanzenkultur, bei der Stroh entsteht, auf Parzellen, für die keine anschließende Winterkultur oder Stickstoff fixierende Kultur vorgesehen ist, in einer Menge von bis zu 80 Kg Stickstoff je Hektar, unter der Bedingung, dass das gesamte Stroh in den Boden eingearbeitet wird.

III. Mineralische Düngemittel

Das Ausbringen von mineralischen Düngemitteln ist vom 1. November bis zum 31. Januar untersagt.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2003 in Kraft.

Art. 3 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. September 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4141

[2003/201613]

18 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 40, 41, 42 en 46;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, inzonderheid op de artikelen 8 en 9, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993, 7 maart 1996, 11 maart 1999 en 15 april 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw;

Gelet op de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;

Overwegende dat wegens de buitengewone klimatologische omstandigheden van zomer 2003, met name de droogte, de strikte toepassing ter plaatse, op weideland of akkerland, van artikel 19 van voornoemd besluit van de Waalse Regering, onmogelijk is;

Gelet op de problemen ervaren in de (para-)agrarische sector over de vraag;

Overwegende dat, op aanvraag van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu, de wetenschappelijke partners van de kaderovereenkomst betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw (het "Laboratoire d'Ecologie des Prairies de l'UCL" en de "Unité de Géopédologie de la FSAGx") een advies hebben uitgebracht en aanbevelingen hebben geformuleerd over de vraag;

Overwegende dat het advies van voornoemde wetenschappelijke partners gunstig is voor de toekenning van een uitzonderlijke vergunning voor de spreiding van meststoffen met een snelle werking op weideland tot 1 oktober mits die inbreng beperkt wordt tot 80 kg totaal stikstof;

Overwegende dat het advies van voornoemde wetenschappelijke partners ongunstig is voor de toekenning van een verlenging van de toegelaten periode van spreiding op akkerland, alsook voor de toekenning van een vergunning voor spreiding op grond niet bedekt met nitraat vasthoudende tussenteelten of winterteelten;

Overwegende dat het advies van voornoemde wetenschappelijke partners gunstig is voor een verlenging van de periode van aanplanting op akkerland van nitraat vasthoudende tussenteelten tot 1 oktober in geval van aanplanting van een winterharde soort;

Overwegende dat de onmogelijkheid om artikel 19 van voornoemd besluit van de Waalse Regering strikt toe te passen ter plaatse, alleen kon worden vastgesteld in het begin van september 2003; dat het advies van voornoemde wetenschappelijke partners pas op 5 september 2003 werd aangevraagd en op 10 september 2003 werd uitgebracht; dat dit advies betrekking heeft op verlengingen van de vergunningen tot spreiding tot 1 oktober 2003; dat het dus dringend is maatregelen ter zake te treffen;

Op de gemeenschappelijke voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu en van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Een nieuw artikel 48bis wordt ingevoegd na artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2002 betreffende het duurzame beheer van stikstof in de landbouw en luidt als volgt :

« Voor het jaar 2003, en in afwijking van artikel 19 van dit besluit, worden de in bijlage II bedoelde spreidingsperiodes op volgende wijze gereguleerd volgens het type meststoffen.

I. Wat betreft de organische meststoffen met een snelle werking

De spreiding van organische meststoffen met een snelle werking op akkerland is verboden van 1 oktober tot en met 28 februari.

Van 1 juli tot en met 30 september is de spreiding van organische meststoffen met een snelle werking op akkerland enkel toegelaten op percelen bestemd voor wintergewassen die in de herfst aangeplant zijn of voor winterharde "nitraat vasthoudende" gewassen die aangeplant worden vóór 1 oktober 2003 en vernietigd worden na 30 november 2003, tot en met 210 kg stikstof per hectare; en, na de oogst van stro voortbrengende gewassen, op de percelen die niet bestemd zijn voor wintergewassen of voor "nitraat vasthoudende" gewassen, tot en met 80 kg stikstof per hectare, op voorwaarde dat alle stro opgenomen wordt.

De spreiding van organische meststoffen met een snelle werking op weideland is verboden van 1 oktober 2003 tot en met 30 november 2003, met uitzondering van de teruggave aan de bodem door het vee dat zich op de weide bevindt, tot en met hoogstens 80 kg stikstof per hectare tijdens september.

II. Wat betreft de organische meststoffen met een trage werking op akkerland

Van 1 juli 2003 tot en met 30 september 2003 is de spreiding van organische meststoffen met een trage werking enkel toegelaten op percelen bestemd voor wintergewassen die in de herfst zijn aangeplant of voor winterharde "nitraat vasthoudende" gewassen die vóór 1 oktober 2003 worden aangeplant en die na 30 november 2003 worden vernietigd, tot en met 210 kg stikstof per hectare; en, na de oogst van stro voortbrengende gewassen, op de percelen die niet bestemd zijn voor wintergewassen of voor "nitraat vasthoudende" gewassen, tot en met 80 kg stikstof per hectare, op voorwaarde dat alle stro opgenomen wordt.

III. Wat betreft de spreiding van minerale meststoffen

De spreiding van minerale meststoffen is verboden van 1 november tot en met 31 januari. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 september 2003

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART